

Maxence Henry "il faut sortir des guerres de clans et de partis et être capable de se rassembler autour de projets communs"



Article rédigé par *Antoine Besson*, le 31 mai 2012

Maxence Henry, candidat du droite de rassemblement dans la 2eme circonscription du Maine-et-Loire, développe pour libertepolitique.com son positionnement et ses engagements.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Je me présente aux législatives car il me semble urgent de proposer une politique plus humaine afin de bâtir un projet de société qui redonne confiance aux femmes et aux hommes de notre territoire et respecte la dignité de la personne. Par ailleurs, il est nécessaire d'avoir des politiques issues de la société civile qui sont connectés à la vraie vie et qui ont à cœur plus de cohérence et de bon sens.

Enfin, il faut sortir des guerres de clans et de partis et être capable de se rassembler autour de projets communs. C'est le sens de ma candidature soutenue par 8 partis politiques de droite et du centre.

Dans quelle circonscription ?

2^e circonscription du Maine et Loire

Pour quel parti ?

Pour l'UMP et le PCD avec une démarche de rassemblement de la droite et du centre. J'ai également le soutien de 5 autres partis (MPF, PR, CNIP, CPNT, France écologie)

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Proposer une réelle alternative au projet de société qui est porté par le gouvernement actuel. Je souhaite également montrer qu'un politique au service du bien commun est possible.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Elle a du sens car je suis convaincu que les français aspirent à une société plus humaine. Par ailleurs, il y a un ras le bol des guerres de chapelles et des querelles intestines ; il est donc urgent de proposer une vraie démarche de rassemblement. Sachons nous unir autour d'un projet commun. Enfin, le renouvellement du personnel politique est plus que jamais nécessaire.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Je serai député à 100%, et renoncerais à tout cumul des mandats afin de pouvoir me consacrer pleinement à ma mission. L'importance des défis que nous avons à relever doit nous mobiliser totalement tout en restant à l'écoute et au contact de notre territoire. Sur la circonscription, je veux être en relation permanente avec les acteurs du territoire.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Continuer à m'investir pour gagner dans 5 ans !!

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Pour que l'économie soit au service de l'Homme, il faut tout d'abord reconnaître que le salarié est la richesse 1^{ère} de l'entreprise. Pour cette raison, il doit pouvoir être intéressé aux bénéfices générés par l'entreprise et ce, quelle que soit la taille de l'entreprise. Par ailleurs, les écarts de richesse au sein des plus grosses entreprises doivent être réduits (un écart de 1 à 150 est un scandale). Pour cela le salaire des PDG salariés des entreprises du CAC 40 doit être déterminé par l'AG et non plus par le CA.

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

L'euthanasie doit être refusée, ainsi que la recherche sur les cellules souches embryonnaires. Il faut parallèlement favoriser le développement de la recherche sur les cellules souches issues du cordon. Quant à l'avortement, c'est toujours un drame et un échec qu'il faut éviter. L'abrogation de la loi de 1975 ne me semble pas réalisable, par contre il faut revenir à sa stricte application et mettre en place une réelle éducation affective et sexuelle à destination des jeunes. Enfin, les structures d'aide aux femmes enceintes en difficulté doivent être aidées.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Je suis fermement opposé au mariage des personnes de même sexe, ainsi qu'à l'adoption par ces mêmes couples.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Il me semble nécessaire de libérer l'initiative des enseignants en leur donnant la possibilité d'utiliser les méthodes qu'ils souhaitent. En parallèle, ils doivent être évalués sur les résultats et non plus sur les méthodes.

Le collège unique doit être supprimé pour permettre une orientation plus rapide vers les métiers manuels. Parallèlement, il convient de mettre fin à l'idéologie des 85% d'une classe d'âge au bac.

Enfin, sur le principe je suis assez favorable à la mise en place d'un chèque éducation permettant aux parents de choisir librement l'école de leurs enfants.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Les directeurs d'établissement doivent avoir la possibilité de recruter les professeurs librement, en fonction d'un projet pédagogique donné. Par ailleurs, les inspecteurs doivent être supprimés.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

La situation économique de la France est telle qu'il n'est plus possible d'accepter le moindre budget en déficit. L'instauration d'une règle d'or dès 2016 est donc une priorité. Par ailleurs le non remplacement d'1 fonctionnaire sur 3 doit être maintenu et la fonction publique simplifier afin de permettre des mutations d'une fonction publique à une autre.

Ceci mis en œuvre, il convient de lancer un vaste plan de chasse au gaspillage (estimé à 80 milliards d'euros par le magazine Capital)

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

La famille doit être l'union d'un homme et d'une femme en vue d'avoir des enfants.

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur œuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Il convient de renforcer la cellule familiale en aidant les parents dans leur tâche éducative (école des parents, groupes de paroles,...) et en les considérant bien comme les 1ers éducateurs de leurs enfants. Le divorce ne doit pas être simplifié, ni facilité et *les familles* monoparentales ne doivent plus être considérées comme une nouvelle norme à promouvoir.

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Maintien du smic, revalorisation du minimum vieillesse, développement du logement intergénérationnel et incitation à la mise en location des logements non occupés (estimés à 100 000).

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au cœur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

La laïcité est le fait de pouvoir pratiquer librement sa religion, dans le respect des autres et des lois de la république. Il ne s'agit donc pas de nier le fait religieux. Il me semble au contraire urgent de réaffirmer les racines chrétiennes de la France et de l'Europe.